

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE SAUMUR

L'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales impose au Conseil Municipal, dans les communes de plus de 3 500 habitants, d'établir un règlement intérieur dans les six mois suivant son installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE SAUMUR

Annexé à la délibération n°
prise par le Conseil Municipal le 8 février 2023

AVERTISSEMENT

Ce règlement intérieur rappelle les dispositions législatives et réglementaires à respecter ainsi que certaines règles dégagées par la jurisprudence administrative : elles figurent en caractères *italiques*.

Ces règles s'imposent donc au conseil municipal, quand bien même elles ne figureraient pas dans le règlement intérieur.

Les autres mesures proposées permettent de préciser au plan pratique l'application de ces dispositions.

En tout état de cause, il s'agit, pour le conseil municipal, d'adopter des règles lui permettant de remplir son mandat de façon efficace et démocratique.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER	
Réunions du Conseil Municipal.....	04
CHAPITRE DEUXIEME	
La tenue des séances du Conseil Municipal.....	07
CHAPITRE TROISIEME	
L'organisation des débats et le vote des délibérations	10
CHAPITRE QUATRIEME	
Compte rendus des débats et des décisions	13
CHAPITRE CINQUIEME	
Les commissions	16
CHAPITRE SIXIEME	
Dispositions diverses.....	18

CHAPITRE PREMIER

RÉUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : PERIODICITE DES SEANCES

Article L.2121-7 : Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet. Par dérogation aux dispositions de [l'article L. 2121-12](#), dans les communes de 3 500 habitants et plus, la convocation est adressée aux membres du conseil municipal trois jours francs au moins avant celui de cette première réunion.

Article L.2121-9 : Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

ARTICLE 2 : CONVOCATIONS

Article L.2121-10 : Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Dans un souci de réduction de l'impact environnemental, l'envoi des convocations et des rapports soumis au Conseil Municipal et aux commissions municipales, se fait par dématérialisation (via la plateforme Docapost Fast actuellement).

Article L.2121-12 : Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

ARTICLE 3 : ORDRE DU JOUR

Le maire fixe l'ordre du jour.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont préalablement soumises pour instruction aux commissions compétentes, sauf décision contraire du maire motivée notamment par l'urgence.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du représentant de l'Etat ou de conseillers municipaux, le maire est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

ARTICLE 4 : ACCES AUX DOSSIERS PREPARATOIRES ET AUX PROJETS DE CONTRAT ET DE MARCHE

Article L.2121-13 : Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Les membres du conseil municipal peuvent consulter les dossiers préparatoires sur place, en mairie et aux heures d'ouverture au public, dans le service chargé du dossier, sur demande écrite adressée au maire, dès l'envoi de la convocation à la séance où sera examinée la question.

ARTICLE 5 : QUESTIONS ORALES

Article L.2121-19 : Les Conseillers Municipaux ont le droit d'exposer en séance du Conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.

Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.

A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

Toute question concernant une affaire non inscrite à l'ordre du jour, devra être remise au maire, par écrit, au minimum 48 heures avant la réunion. Elle ne pourra être présentée qu'après l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour de la séance publique.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé, sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

Tout détournement de procédure ne peut que perturber le bon fonctionnement du conseil municipal ; en conséquence, les questions orales portent sur des sujets d'intérêt strictement communal, le maire n'ayant pas qualité pour répondre à des questions concernant d'autres collectivités territoriales ou l'État. Elles ne peuvent comporter d'imputations personnelles. Elles ne donnent pas lieu à des débats.

ARTICLE 6 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES DEMANDEES A L'ADMINISTRATION MUNICIPALE

Toute question, demande d'informations complémentaires ou interventions d'un membre du conseil municipal auprès de l'administration communale, devra être adressée au maire.

Les informations devront être communiquées au conseiller intéressé au plus tard dans la demi-journée précédant celle où se tient la séance du conseil municipal, si elles se rapportent à une affaire inscrite à l'ordre du jour, sous la réserve que la demande soit déposée au plus tard la veille.

Dans les autres cas, les informations disponibles seront communiquées dans la quinzaine suivant la demande.

ARTICLE 7 : SUPPORTS D'INFORMATION – DROIT D'EXPRESSION

En application de l'article L.2121-27.1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, Monsieur le Maire met à disposition de la majorité et de l'opposition du Conseil Municipal un espace d'expression écrite.-

Concernant ce droit d'expression, la majorité et les minorités du Conseil municipal s'engagent à respecter les conditions suivantes :

A/ Les supports d'expression

Les écrits de la majorité et des minorités respectant de façon proportionnelle à la représentativité de chaque groupe au sein du Conseil Municipal (typographie et taille de caractère identiques pour tous les groupes). Les insertions photographiques venant en déduction. Les signatures des Élus ne compteront pas dans le calcul des signes accordés à chaque groupe. S'il y a trop de signes transmis, le signataire en sera informé. Si en retour, il y a toujours trop de signes, les dernières lignes seront supprimées d'autorité.

Composition de la page d'expression :

- Liste "Agir" (29 élus sur 35) -> 50 % des signes disponibles
- Liste "Saumur Ensemble (4 élus sur 35) -> 25 % des signes disponibles
- Liste "Saumur en Premier" (2 élu sur 35) -> 25 % des signes disponibles

Les articles à paraître seront remis au service communication de la Mairie sous format électronique et dans les délais fixés par le Maire.

B/ Les règles à respecter concernant ce droit d'expression

1 - Le contenu est libre mais doit toutefois se conformer aux exigences de la loi sur la presse notamment en matière de propos diffamatoires ou attentatoires à la dignité de la personne et de droits d'auteur.

2 - Le Maire veillera au respect des conditions précitées et dans le cas contraire, il se réserve le droit de signaler à l'auteur d'éventuelles dérives rédactionnelles. Le Directeur de la publication se réserve le droit de ne pas publier l'article après avis auprès de notre service juridique.

3 - Les élus s'engagent à respecter les dispositions du code électoral encadrant le droit de la communication institutionnelle en période électorale et préélectorale.

CHAPITRE DEUXIEME

LA TENUE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 8 : PRÉSIDENCE

Article L.2121-14 : Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Article L. 2122-8 du CGCT : La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Pour toute élection du maire ou des adjoints, les membres du conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin, s'il y a lieu, aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE 9 : QUORUM

Article L. 2121-17 : Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents à leurs collègues n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

ARTICLE 10 : MANDATS

Article L.2121-20 : Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Les pouvoirs sont remis au maire, au plus tard, en début de séance.

ARTICLE 11 : SECRÉTARIAT DE SÉANCE

Article L.2121-15 : Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le(s) secrétaire(s) de séance assiste(nt) le maire pour la vérification du quorum et de la validité des pouvoirs, la constatation des votes et le dépouillement des scrutins. Il(s) contrôle(nt) l'élaboration du procès-verbal.

Le rôle d'auxiliaire est assuré par le Directeur Général des Services ou le secrétaire chargé des assemblées.

ARTICLE 12 : ACCÈS ET TENUE DU PUBLIC

Article L.2121-18 : Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis, aux places qui lui sont réservées, et garder le silence : toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

ARTICLE 13 : ENREGISTREMENT DES DÉBATS

Article L.2121-18 alinéa 3 du CGCT : Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L.2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Les séances du Conseil Municipal sont filmées et diffusées en direct sur Internet mais également enregistrées au format audio et/ou vidéo. Cet enregistrement est conservé à la Direction Générale des Services et au service des Archives.

ARTICLE 14 : SÉANCE À HUIS CLOS

Article L.2121-18 : Sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal. Lorsqu'il est décidé que le conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

ARTICLE 15 : POLICE DE L'ASSEMBLÉE

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement, il rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et en cas de trouble ou d'infraction pénale, il est fait application, le cas échéant, avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article suivant :

Article L.2121-16 : Le Maire [ou son représentant notamment lors des votes du Budget Primitif ou du Compte Administratif] a seul la police de l'Assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Les infractions au présent règlement, commises par les membres du Conseil Municipal, feront l'objet des sanctions suivantes prononcées par le Maire :

- Rappel à l'ordre ;
- Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;
- La suspension de séance et l'expulsion.

Lorsqu'un Conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le Conseil Municipal peut, sur proposition du Maire, décider de lui interdire la parole pour le reste de la séance : le Conseiller se prononce alors par assis et levé sans débat.

Si ledit membre du Conseil Municipal persiste à troubler les travaux de l'Assemblée, le Maire peut décider de le suspendre de la séance et expulser l'intéressé.

Pendant les séances du conseil municipal, les sonneries des téléphones portables devront être en silencieux.

ARTICLE 16 : FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX

Les fonctionnaires municipaux assistent, en tant que de besoin, aux séances du conseil municipal.

Ils ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

CHAPITRE TROISIEME

L'ORGANISATION DES DÉBATS ET LE VOTE DÉ DÉLIBÉRATIONS

Article L.2121-29 Code Général des Collectivités Territoriales : Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département.

Lorsque le conseil municipal, régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les sujets d'intérêt local.

ARTICLE 17 : DÉROULEMENT DE LA SÉANCE

Le Maire, au début de la séance, constate le quorum, proclame l'ouverture de la séance si le quorum est atteint et cite les pouvoirs reçus. Il soumet à l'approbation du Conseil Municipal les points urgents qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'examen du Conseil Municipal du jour.

Le Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Le Maire appelle les affaires figurant à l'ordre du jour, en suivant le rang d'inscription.

Une modification dans l'ordre des affaires soumises à délibération peut être proposée par le maire, à son initiative, au conseil municipal qui l'accepte à la majorité absolue, par un vote à main levée.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Maire ou les rapporteurs désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'Adjoint compétent.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire, conformément aux dispositions de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, assure 1 fois l'an, entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre, la communication du rapport retraçant l'activité des Établissements Publics de Coopération Intercommunale soumis à cette obligation.

ARTICLE 18 : SUSPENSION DE SÉANCE

Le maire prononce les suspensions de séance, arrête le temps de suspension.

Il peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance, formulée par au moins le tiers des membres du conseil municipal.

ARTICLE 19 : DÉBATS ORDINAIRES

La parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent. Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire, l'orateur ne s'adresse qu'au maire et au conseil.

L'adjoint délégué compétent et le rapporteur de la proposition de délibération sont entendus toutes les fois qu'ils le désirent. Aucun membre du conseil municipal ne peut reprendre la parole dans la discussion d'une délibération sur laquelle il est déjà intervenu, sauf autorisation du maire.

Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question ou trouble l'ordre du jour par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire.

La clôture de toute discussion est prononcée par le maire. En outre, elle peut être demandée par dix membres du conseil. Elle est alors mise aux voix.

ARTICLE 20 : RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Article L.2312-1 : Le budget de la Commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Ces orientations générales seront présentées lors de la séance précédant celle au cours de laquelle est voté le budget primitif.

Dans le cadre de ce débat, le maire, après avoir fait un examen oral succinct des grandes lignes d'orientations budgétaires, accorde la parole aux responsables de listes représentées au sein du conseil municipal (ou leur délégué). Aucun membre du conseil municipal ne peut intervenir sans avoir demandé la parole et l'avoir obtenue.

La détermination du temps de parole consacré au sujet est de 1 h. Il n'est pas expressément prévu de vote sur les orientations budgétaires ; seul le débat est obligatoire et le conseil prend acte de ce débat.

Il est rappelé qu'il appartient au maire seul, au cours de toute séance, en sa qualité de président, de mettre en discussion les affaires, et de la même façon, de mettre fin aux débats.

ARTICLE 21 : VOTES

Le conseil municipal vote de l'une des trois modalités suivantes :

- à main levée
- au scrutin public par appel nominal
- au scrutin secret.

Ordinairement, le conseil municipal vote à main levée, le résultat en étant constaté par le maire et le(s) secrétaire(s).

L'article L.2121-20 : Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Article L.2121-21 : Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents.

Il est voté au scrutin secret :

- 1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;*
- 2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.*

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

Le vote du compte administratif (cf. article L. 1612-12 du CGCT) présenté annuellement par le maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

CHAPITRE QUATRIEME

COMPTES RENDUS DES DÉBATS ET DES DÉCISIONS

ARTICLE 22 : PROCÈS VERBAUX DES DÉLIBÉRATIONS

Article L.2121-15 : Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

Article L.2121-23 : Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Elles sont signées par le maire et le ou les secrétaires de séance.

Article L.2121-26 : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des délibérations et des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article [L. 311-9](#) du code des relations entre le public et l'administration.

Les procès-verbaux des séances du Conseil Municipal doivent contenir la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Si une déclaration fait l'objet d'un écrit remis en séance, il pourra être annexé au procès-verbal.

Après chaque réunion, les procès-verbaux sont transmis par le Maire pour avis et observations aux Secrétaires de séance. Le Maire propose au Conseil Municipal la rédaction définitive du procès-verbal.

Les séances font l'objet d'un enregistrement audio/vidéo disponibles à la Direction Générale ou au service des Archives.

ARTICLE 23 : LISTE DES DÉLIBÉRATIONS

Article L.2121-25 : Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.

La liste doit comporter a minima la mention de l'objet de l'ensemble des délibérations approuvées ou refusées par l'organe délibérant.

Dans un souci de lisibilité, il sera mentionné la date et le numéro des délibérations examinées par le conseil municipal.

ARTICLE 24 : EXTRAITS DES DÉLIBÉRATIONS

Les extraits des délibérations transmis au Préfet, conformément à la législation en vigueur, mentionnent les membres présents ou représentés et le respect du quorum. Ils mentionnent également le texte intégral de l'exposé de la délibération et indiquent la décision du Conseil Municipal. Ces extraits sont signés par le Maire.

ARTICLE 25 : DOCUMENTS BUDGÉTAIRES

Article L.2313-1 : Les budgets de la commune restent déposés à la Mairie et aux mairies annexes où ils sont mis à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le Département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du Maire.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L.2343-2, sont assortis en annexe :

- 1. de données synthétiques sur la situation financière de la commune,*
- 2. de la liste des concours attribués par la commune aux associations sous forme de prestations en nature et de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif,*
- 3. de la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif,*
- 4. de la liste des organismes pour lesquels la commune :*
 - détient une part du capital ;*
 - a garanti un emprunt ;*
 - a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune,

- 1. Abrogé,*
- 2. d'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement,*
- 3. de la liste des délégataires du service public,*
- 4. du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c. de l'article L.300-5 du code de l'urbanisme.*
- 5. d'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article [L. 1414-1](#) ;*

6. d'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Dans ces mêmes communes de 3 500 habitants et plus, les documents visés au 1. font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune. Un décret du Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L. 2312-1, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L. 2121-12, sont mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent et dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat.

CHAPITRE CINQUIEME

LES COMMISSIONS

ARTICLE 26 : COMMISSIONS MUNICIPALES

Article L.2121-22 : Le Conseil Municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

La composition des différentes commissions respecte le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

- Commission Affaires Sociales – Santé - Handicap
- Commission des Finances
- Commission Ressource Humaines – Système d'Information
- Commission Urbanisme – Espace Publics - Écologie
- Commission Education – Enfance – Jeunesse
- Commission Commerces et Animations
- Commission Sports – Affaires Équestres – Vie Associative – Relations Internationales

Les commissions légales sont celles qui sont imposées réglementairement et dont la composition est fixée par les textes. Ce sont :

- la Commission d'Appel d'Offres
- la Commission Communale des Impôts Directs
- le Conseil d'Administration du CCAS
- la Commission de révision des Listes Électorales
- la Commission Consultative des Services Publics locaux
- la Commission de Délégation des Services Publics.

Des commissions spéciales peuvent être créées pour l'examen d'une ou de plusieurs affaires. Les représentants de l'administration communale siègent à titre consultatif.

Les séances des commissions permanentes et des commissions spéciales ne sont pas publiques. A ce titre, le contenu de leurs réunions à un caractère confidentiel, quand bien même les propositions qu'elles arrêtent deviennent publiques le jour de la réunion du conseil municipal.

Article L2143-3 : Dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité composée notamment des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations représentant les personnes handicapées, d'organismes représentant les personnes âgées, des représentants d'acteurs économiques et des représentants d'autres usagers de la ville.

Cette commission dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal et fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

Le rapport présenté au conseil municipal est transmis au représentant de l'État dans le Département, au Président du Conseil Départemental, au conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie , ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport.

Le Maire préside la commission et arrête la liste de ses membres.

Cette commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

ARTICLE 27 : FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront.

Les commissions sont convoquées par le Maire, qui en est le Président de droit, dans les cinq jours francs qui précèdent la réunion, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les compose. Lors de leur première réunion, les commissions désignent un Vice-Président qui peut les convoquer et les présider en l'absence du Maire.

Les commissions instruisent les affaires qui leur sont soumises et en particulier les projets de délibérations intéressant leur secteur d'activité. Elles peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au Conseil Municipal.

Il n'existe aucun empêchement à ce que le président d'une commission présente un dossier le jour de la réunion, alors que celui-ci n'était pas inscrit à l'ordre du jour.

Les commissions n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence soit exigé.

ARTICLE 28 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres est constituée par le maire, président ou son représentant, et par dix membres (5 titulaires et 5 suppléants) du conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Le fonctionnement de la commission d'appel d'offres est régi par les dispositions de l'article L.1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 29 : COMITES CONSULTATIFS DE QUARTIER

Des comités consultatifs de quartier peuvent être créés à l'initiative du Maire, qui en propose la composition ; ils peuvent comprendre des personnes n'appartenant pas au conseil. Un élu désigné par le Maire en est le responsable. Leurs missions sont les suivantes :

- s'assurer que les besoins et les problèmes de la population du quartier sont pris en compte dans la gestion communale ;
- participer à ce que les habitants du quartier concerné concourent à la réflexion permanente sur l'amélioration du cadre de vie ;
- susciter et seconder les initiatives locales en favorisant le développement de l'esprit communautaire local ;
- faire connaître le projet de développement de la ville de Saumur.

Ces commissions et comités se réunissent sur convocation du Maire ou de son représentant.

CHAPITRE SIXIEME

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 30 : CONSTITUTION DES GROUPES

Les membres du Conseil Municipal peuvent constituer des groupes par déclaration adressée au Maire et signée par tous les membres du groupe.

Chaque conseiller peut adhérer à un groupe mais ne peut faire partie que d'un seul.

Toute modification pouvant survenir ultérieurement doit, de la même façon, être portée à la connaissance du Maire et publiée.

Tout groupe politique doit réunir au moins deux conseillers municipaux.

Les membres du conseil n'adhérant à aucun groupe constituent le groupe des non-inscrits.

ARTICLE 31 : MOYEN DE TRAVAIL

Article L.2121-27 : Dans les communes de plus de 3500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, dans un délai de 4 mois.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

ARTICLE 32 : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DANS LES ORGANISMES EXTÉRIEURS

Article L.2121-33 : Le Conseil Municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes.

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Par ailleurs, quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du maire, il est procédé à une nouvelle élection des adjoints, ainsi que des délégués de la commune au sein d'organismes extérieurs. A cette occasion, les délégués en poste peuvent être soit reconduits expressément dans leur fonction, soit remplacés.

ARTICLE 33 : RETRAIT D'UNE DELEGATION A UN ADJOINT

Article L.2122-18 alinéa 3 : Lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Un adjoint privé de délégation par le Maire et non maintenu dans ses fonctions d'adjoint (officier d'état civil et officier de police judiciaire) par le conseil municipal, redevient simple conseiller municipal.

ARTICLE 34 : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Toute demande de modification du présent règlement doit être rédigée par écrit, signée au moins par un tiers des membres du Conseil Municipal. Le vote du conseil interviendra à la séance qui suivra.

ARTICLE 35 : APPLICATION DU RÈGLEMENT

Le présent règlement est applicable dès transmission au contrôle de légalité après approbation par délibération du Conseil Municipal. Il sera ensuite adopté à chaque renouvellement de Conseil Municipal dans les 6 mois qui suivent son installation.

LE PRÉSENT REGLEMENT QUI COMPORTE 35 ARTICLES, A ÉTÉ ADOPTÉ PAR DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL LE 8 FEVRIER 2023.